



Conseil de
développement
économique et social
du pays et de l'agglomération
de Rennes

Les contributions
du Codespar

Commerce de détail : + 1 400 emplois entre 2005 et 2008

Pays de Rennes

Avec 14 800 salariés, le commerce de détail¹ constitue le premier secteur employeur privé du Pays de Rennes². Après un début de décennie difficile, le secteur a créé 1 400 emplois salariés supplémentaires entre 2005 et 2008. Cette croissance (+ 11 %) est deux fois plus importante que la moyenne nationale ou encore des bassins comparables tels que Bordeaux ou Toulouse. Les secteurs *équipement de la maison*, *grande surface alimentaire* et *équipement de la personne* sont les principaux moteurs de l'emploi. Plusieurs facteurs expliquent cette évolution : une consommation des ménages qui a progressé chaque année, dopée sur le territoire par la poursuite de la croissance démographique, mais également l'arrivée ou le développement de grandes enseignes nationales (Ikéa, Alinéa, Leroy Merlin, Super U...). Toutefois, le retournement conjoncturel de la fin 2008 n'a pas épargné le secteur qui, selon les premières estimations de l'Unedic, aurait enregistré en 2009 une perte de 200 emplois salariés à l'échelle de la zone d'emploi.



¹ Grande distribution et boutiques.

² Si on répartit l'emploi en 88 postes.

14 800 salariés dans le commerce de détail sur le Pays de Rennes

Au 31 décembre 2008, le Pays de Rennes compte 14 800 emplois salariés dans le secteur commerce de détail (grande distribution et boutiques), soit plus de la moitié des emplois salariés de l'ensemble du commerce. Ces salariés sont répartis dans 1 700 établissements³. 9 emplois sur 10 sont concentrés sur Rennes Métropole. Le commerce de détail est le 1^{er} secteur employeur privé⁴ devant le second œuvre du bâtiment, le commerce de gros ou l'intérim.

Au sein du commerce de détail, les grandes surfaces à dominante alimentaire (GSA) se distinguent fortement des autres en termes de volume d'emplois. Les supermarchés et hypermarchés ne représentent que 4 % des établissements de ce secteur (76 établissements), mais emploient à eux seuls un salarié sur trois.

³ Relevant du champ Unedic (voir note méthodologique en annexe).

⁴ Si on répartit l'emploi en 88 secteurs d'activités. On notera que cette nouvelle nomenclature répartit les services aux entreprises en plusieurs postes, ce qui explique l'absence de ce secteur parmi les principaux employeurs.

Recul de l'emploi au début des années 2000

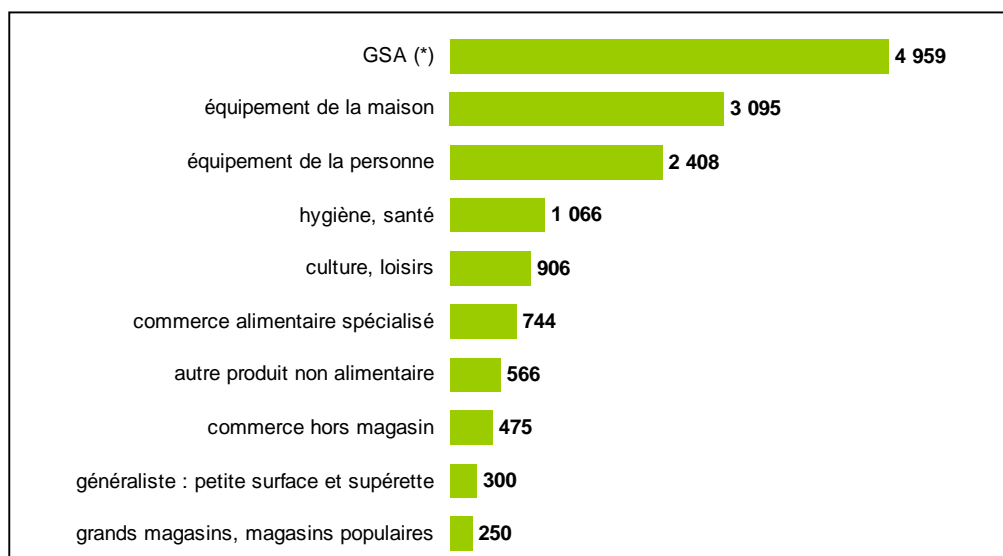
Entre 2000 et 2004, le commerce de détail a perdu 500 emplois salariés en solde net sur le Pays de Rennes. Cette tendance s'est inscrite à contre-courant du dynamisme de l'emploi sur l'ensemble des secteurs d'activité du territoire qui ont enregistré une croissance moyenne de 8 % sur la période (contre - 3,6 % dans le commerce de détail).

Sur cette période, dans le département d'Ille-et-Vilaine, seul le Pays de Fougères a également enregistré un recul de l'emploi dans le commerce de détail (- 7 %). Les autres Pays ont enregistré des croissances, et particulièrement le Pays de Vitré (+ 630 salariés, soit + 46 %) et de Saint Malo (+ 650, soit + 17 %). Au sein de la zone d'emploi de Rennes, hors Pays de Rennes, l'emploi a crû de 18 %, qui s'explique entre autres par la multiplication des surfaces de vente en alimentaire⁵.

En outre, la comparaison avec d'autres territoires français de caractéristiques proches montre que ce recul de l'emploi dans le commerce de détail a été propre au bassin rennais. En effet, les zones d'emploi de Bordeaux, Nantes et Toulouse ont connu des croissances allant de 8 à 15 % sur la même période. Sur l'ensemble du territoire national, la progression a atteint 6,5 %.

⁵ Voir "Evolution de l'emploi dans le commerce de détail", Audiar/Codespar, Décembre 2006.

Répartition de l'emploi salarié dans le commerce de détail au 31/12/2008 Pays de Rennes



(*) grande surface alimentaire

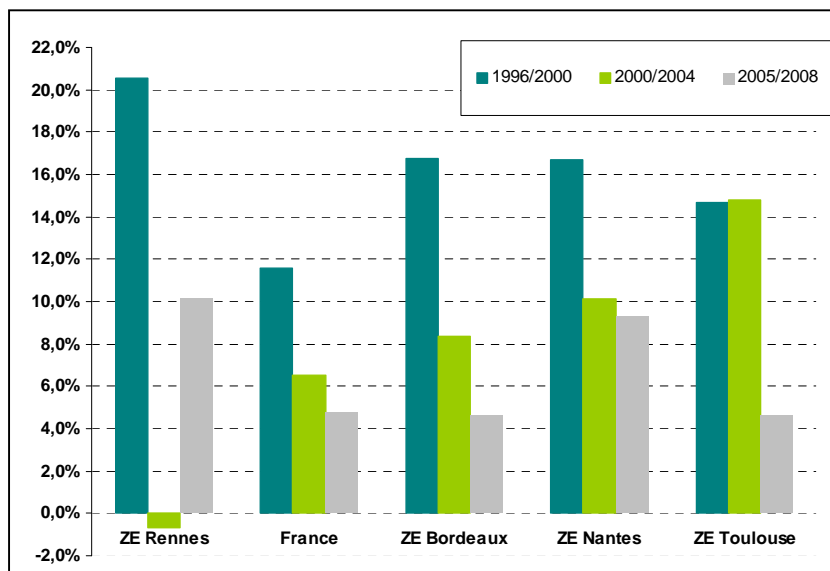
Source : Unedic – Traitement : Codespar

1 400 emplois supplémentaires entre 2005 et 2008

La période 2005/2008 est opposée à la période quadriennale précédente à de nombreux titres. L'évolution de l'emploi a été sensiblement excédentaire avec 1 400 emplois supplémentaires. Ainsi, la croissance atteint 11 %, contre 7 % tous secteurs confondus. Plus d'un emploi sur dix créé durant la période sur le Pays de Rennes est issu du commerce de détail.

Le territoire rennais a bénéficié ces dernières années d'une bonne dynamique du secteur qui s'est traduite par une croissance de l'emploi sensiblement plus marquée que sur d'autres territoires comparables (Bordeaux, Toulouse, Nantes). Si le territoire nantais conserve un niveau élevé de création d'emplois (+ 9 %), sur les zones d'emploi de Toulouse, Bordeaux ou même sur l'ensemble du territoire national, la progression est toujours inférieure à 5 %. Cette évolution est d'autant plus remarquable, qu'elle s'inscrit dans une conjoncture économique moins porteuse

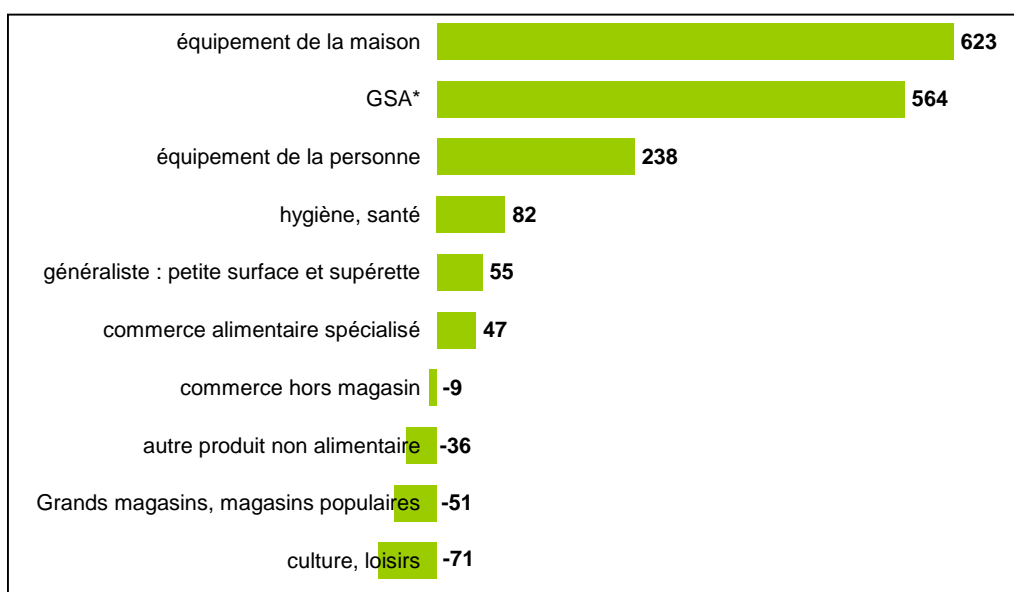
Comparaison territoriale de l'évolution de l'emploi salarié dans le commerce de détail - Zone d'emploi



Source : Unedic - Traitement Audiar / Codespar

sur le bassin rennais au regard des autres territoires comparés (la croissance de l'emploi, tous secteurs confondus, a été moins forte sur le bassin rennais).

Evolution de l'emploi salarié dans le commerce de détail entre 2005 et 2008 Pays de Rennes



(*) grande surface alimentaire

Source : Unedic - Traitement : Codespar

Projets accordés par la Commission départementale d'équipement commercial (CDEC) et réalisés sur la période 2005/2008

	Surface demandée en CDEC (création ou extension, en m ²)	Emplois supplémentaires annoncés (CDEC)	Densité d'emplois des projets (nombre d'emplois /1000 m ²)	Evolution "réelle" de l'emploi par secteur d'activités (Unedic)
Equipement de la maison	76 801	714	9,3	623
GSA*	15 496	259	16,7	564
Equipement de la personne	5 731	62	10,7	238
Hygiène, santé	340	2	5,9	82
Commerce alimentaire spécialisé	780	11	14,6	47
Autres produits non alimentaires	2 787	15	5,4	-36
Grands magasins et multi-commerces	2 512	42	16,7	-51
Culture, loisirs	24 881	85	3,4	-71
Autres (HCR, cinéma...)	2 005	78	38,9	
Total	131 333	1268	9,7	1 396

(*) grande surface alimentaire

Source : Rennes Métropole (CDEC), Unedic – Traitement : Codespar

Un nombre important de nouvelles enseignes depuis 2005

La période 2005/2008 se caractérise par un nombre important de nouveaux établissements. La somme des surfaces nouvellement créées après accord de la Commission départementale d'équipement commercial (CDEC) a représenté près de 115 000 m² sur les 130 000 m² autorisés⁶. L'implantation de ces enseignes a été un véritable moteur pour l'emploi dans les secteurs *équipement de la maison*, *grande surface alimentaire* et, dans une moindre mesure, *équipement de la personne*.

« L'implantation d'enseignes a été un véritable moteur pour l'emploi dans les secteurs équipement de la maison, grande surface alimentaire et équipement de la personne. »

période, avec plus de 600 salariés supplémentaires (+ 25 %). Cette progression s'explique essentiellement par l'arrivée de nouvelles grandes enseignes de l'ameublement (Ikea, Alinéa) et l'ouverture de nouveaux points de vente d'enseignes existantes, notamment du bricolage (Leroy Merlin), qui confère au territoire rennais une croissance forte dans ce secteur. On notera, par exemple, que l'emploi y a crû deux fois plus rapidement sur le bassin rennais que sur le bassin nantais. Dans une moindre mesure, le commerce en téléphonie a également contribué à la croissance du poste *équipement de la maison*. Si la progression reste modeste en volume (+ 90 salariés), elle constitue un quintuplement des effectifs et un triplement du nombre d'établissements dans le secteur.

- L'équipement de la maison a été le premier créateur d'emplois sur la
- Après des difficultés au début de la décennie, les grandes surfaces alimentaires (GSA) ont constitué un vivier conséquent d'emplois depuis 2005. Le solde net

⁶ Création ou extension.

d'emplois atteint + 560 salariés (+ 13 %). Le secteur a profité d'une consommation des ménages qui s'est maintenue à la hausse

et d'une évolution démographique favorable. Toutefois, au regard de la progression beaucoup plus limitée à l'échelle du territoire national (+ 4 %), il semble que la croissance des surfaces commerciales autorisées par la CDEC ait eu un effet accélérateur. Entre 2005 et 2008, elles ont représenté 15 500 m² dont les deux tiers en création pure d'établissements (Simply market, Super U...). Ces créations témoignent du renforcement du maillage de proximité dans les quartiers de la ville de Rennes et les communes du Pays de Rennes.

Le dynamisme économique du secteur *équipement de la personne* ne se dément pas depuis 2005. Il a été porté

« Peu de secteurs ont enregistré des reculs significatifs d'emplois entre 2005 et 2008. »

par les créations d'enseignes (H&M,...) et la consommation des ménages, bien que cette dernière ait enregistré un recul sensible en 2008 (voir tableau ci-après).

Peu de secteurs ont enregistré des reculs significatifs d'emplois entre 2005 et 2008.

- A l'instar de l'évolution nationale, le secteur *journaux et papeterie* enregistre un recul de 18 %, soit - 40 salariés (contre - 11 % en France) ;
- Les grands magasins perdent 50 emplois (- 17 %) malgré des perspectives positives lors du dépôt de dossiers en CDEC ;
- Nonobstant l'ouverture d'enseignes nationales (Décathlon à Betton, Intersport Visitation...), le secteur des articles de sport connaît des difficultés. Il perd 30 emplois sur la période. Plus largement, l'ensemble du secteur *culture/loisirs* perd 70 emplois, soit - 7 %, contre - 2,5 % en France.

Evolution de la consommation des ménages par fonction – France

	Variations en volume au prix de l'année précédente				Part dans la valeur de la dépense de consommation des ménages 2008
	2005	2006	2007	2008	
Alimentation et boissons non alcoolisées	1,4	0,6	1,5	0,1	13,5
<i>dont produits alimentaires</i>	1,2	0,5	1,4	0,0	12,4
Boissons alcoolisées et tabac	- 0,6	1,0	- 0,6	- 1,6	2,9
Articles d'habillement et chaussures	0,7	1,6	1,9	- 2,3	4,4
Logement, chauffage, éclairage	2,5	1,8	1,4	2,4	25,4
Équipement du logement	3,5	3,0	4,4	- 0,8	5,9
Santé (dépenses à la charge des ménages)	4,7	7,2	4,2	5,9	3,6
Transports	1,7	0,2	2,3	- 2,3	14,6
Communications	6,8	8,8	6,3	2,9	2,7
Loisirs et culture	5,4	6,2	6,5	2,1	9,0
<i>dont appareils électroniques et informatiques</i>	17,6	17,9	19,5	9,0	2,0
Éducation (dépenses à la charge des ménages)	2,4	5,7	4,0	3,3	0,8
Hôtels, cafés et restaurants	1,7	2,5	2,1	- 0,7	6,2
Autres biens et services	2,3	3,3	1,4	0,1	11,6
Dépenses de consommation des ménages	2,6	2,4	2,4	1,0	100,0

Source : Insee, Comptes de la nation (base 2000)

Le secteur aurait perdu 200 emplois en 2009 sur la zone d'emploi

Dès la fin 2008, l'ensemble de l'économie a enregistré un ralentissement très sensible qui a eu un impact important sur la consommation des ménages. Selon l'Insee, en France "les baisses d'activité se manifestent dans le repli de 0,4 % en volume de la consommation dite commercialisable des ménages⁷ acquises pour l'essentiel auprès des entreprises du commerce de détail. Elle avait augmenté de 2,4 % en moyenne sur la période 1999-2007.⁸" En

« La perte concernerait pour l'essentiel les hypermarchés, l'ameublement et les magasins de sport. »

2008, la baisse des ventes a été particulièrement sensible dans l'alimentation spécialisée (- 2,6 % en glissement annuel en France) et les grandes surfaces d'alimentation générale (- 1,2 %).

C'est donc en toute logique que l'emploi, traditionnel indicateur reculé de l'économie⁹, aurait enregistré, selon les premières statistiques de l'Unedic, un recul dans la

commerce de détail en 2009.

Les données provisoires tablent en effet sur une perte de 184 salariés en glissement annuel sur la zone d'emploi de Rennes (soit -1 %, contre -1,6 % tous secteurs confondus).

La perte concernerait pour l'essentiel les hypermarchés (- 200 salariés, soit - 6 %), l'ameublement (- 100, soit - 9 %) et, dans une moindre mesure, les magasins de sport (- 39, soit - 8 %). A contrario, certains secteurs tireraient leur épingle du jeu : l'habillement (+ 60 salariés, soit + 4 %), les supérettes (+ 45, soit + 23 %) ou encore le commerce informatique (+ 43, soit + 31 %).

⁷ La consommation commercialisable est une partie de la consommation effective des ménages. Elle comprend les produits susceptibles d'être vendus aux ménages par le commerce et les activités de réparation associées. Sont donc exclus les dépenses d'eau, de gaz naturel et d'électricité, ainsi que les services consommés par les ménages tels que les transports, la location immobilière, les services financiers, les services récréatifs et de soins personnels, l'éducation, la santé, l'action sociale...

⁸ « Le commerce en 2008, ralentissement de l'activité », Insee, n°1244, juin 2009.

⁹ On constate que l'évolution de l'emploi se fait toujours en décalage par rapport à la santé économique, les entreprises préférant attendre la confirmation d'un ralentissement conjoncturel avant de se séparer de leurs salariés.

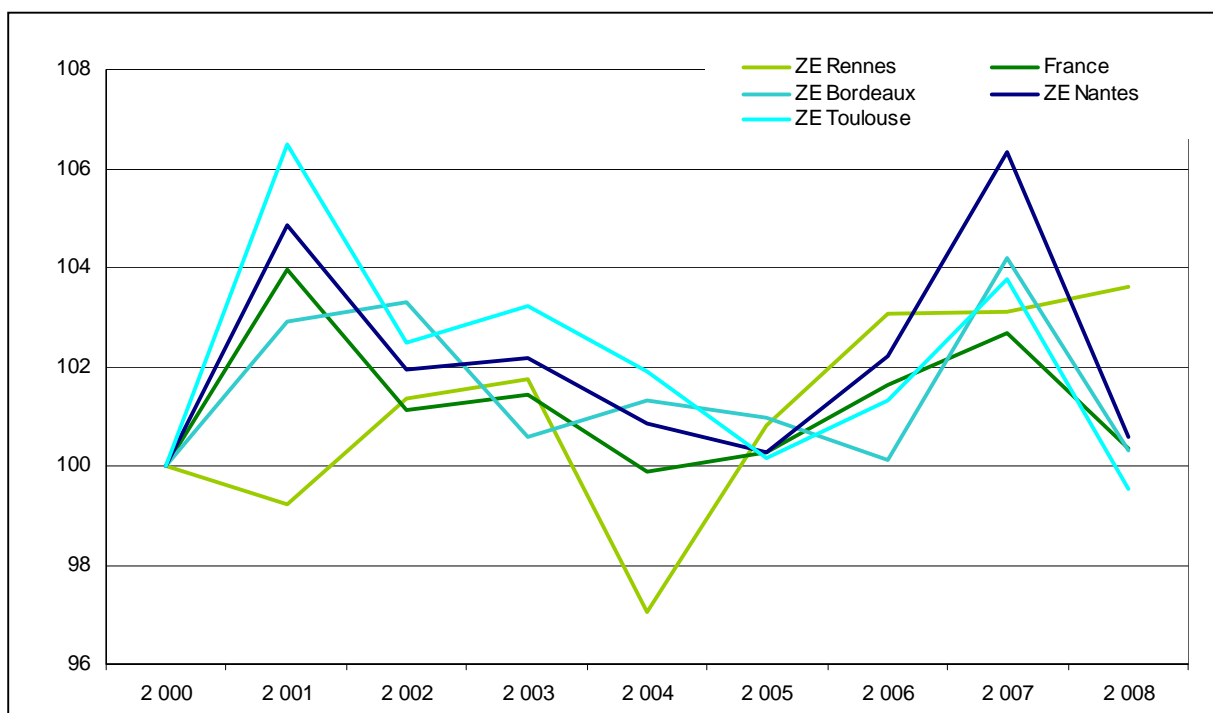
Activité des formes de vente du commerce de détail – France

	Evolution en volume au prix de l'année précédente			
	2005	2006	2007	2008
Ensemble commerce de détail et artisanat commercial	2,4	2,8	3,4	0,2
A. Pharmacies et commerce d'articles médicaux et orthopédiques	6,2	7,9	5,2	4,0
B. Commerce de détail et artisanat commercial (hors ligne A)	2,1	2,4	3,2	-0,2
Alimentation spécialisée et artisanat commercial (boulangeries, pâtisseries, charcuteries)	-0,2	0,7	0,4	-2,6
Petites surfaces d'alimentation générale et magasins de produits surgelés	-1,4	-2,3	0,5	-0,7
Grandes surfaces d'alimentation générale	0,1	0,5	2,2	-1,2
Grands magasins et autres magasins non alimentaires non spécialisés	2,6	0,5	4,6	0,0
Magasins non alimentaires spécialisés	5,5	5,5	5,6	1,5
Commerce hors magasin	1,4	1,8	1,6	-0,4

Source : Insee, comptes du commerce

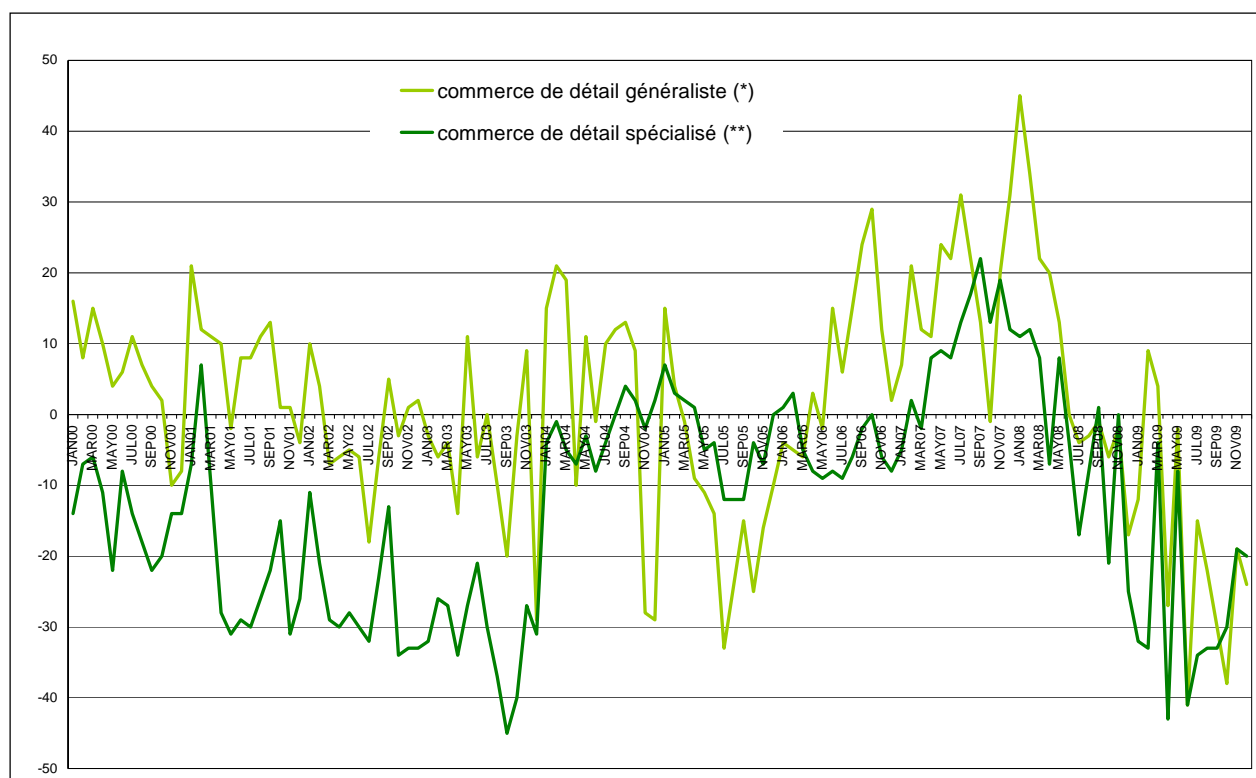
ANNEXES

Comparaison territoriale de l'évolution annuelle de l'emploi salarié privé du commerce de détail
(base 100 : 2000)



Source : Unedic – Traitement : Codespar

Evolution des ventes du commerce de détail et réparation automobile – opinion des chefs d'entreprise en France – enquête mensuelle



Source : Insee

(*) : alimentaire, non alimentaire

(**) : habillement/cuir, équipement du foyer, aménagement de l'habitat, culture/loisir/luxe, pharmacie/orthopédie

L'enquête mensuelle de conjoncture dans le commerce de détail et le commerce et la réparation automobile a pour objet de transcrire l'opinion des détaillants sur leur activité récente et sur leurs perspectives d'activité. Cette opinion est retracée au moyen du suivi du volume des ventes et de variables qui lui sont liées, telles que les stocks, les intentions de commandes, l'évolution des effectifs ainsi que celle des prix.

Méthodologie

La note a été réalisée sur la base des données fournies par l'Unedic. Son champ porte sur l'ensemble des entreprises de 1 salarié et plus cotisant à l'Assedic. Les commerçants et artisans sans salarié ne sont pas pris en compte.

Les données sont fournies au 31 décembre de chaque année. Sont comptabilisés, tous les salariés présents à cette date dans l'entreprise sans distinction de contrat (CDI, CDD...) et quelle que soit la durée du travail (une personne à mi-temps équivaut à un salarié). Les salariés intérimaires ne sont pas comptabilisés.

Les entreprises retenues sont celles relevant du code d'activité 47 (commerce de détail). Pour en faciliter l'analyse, ces codes ont été agrégés en 10 postes selon la clé de répartition suivante :

	Code NAF	Intitulé NAF
Grande surface alimentaire	4711D	Supermarchés
	4711F	Hypermarchés
Equipement de la maison	4741Z	Com. dét ordi. un. périph. & logici (ms)
	4742Z	Comm. dét. matériel télécom. (ms)
	4743Z	Comm. dét. matériels audio/vidéo (ms)
	4752A	Com. dét. quinc. pein. etc. (mag.<400m2)
	4752B	Com. dét. quinc. pein. etc. (mag.>400m2)
	4753Z	Cd tapis moquette & revêt. mur sol (ms)
	4754Z	Comm. dét. appareil électroménager (ms)
	4759A	Commerce de détail de meubles
	4759B	Comm. détail autres équipements du foyer
4776Z	Com. dét. fleur plante anim. cie + alim.	
Equipement de la personne	4751Z	Com. dét. textiles en magasin spécialisé
	4771Z	Com. dét. habillement en mag. spécialisé
	4772A	Commerce de détail de la chaussure
	4772B	Com. dét. maroquinerie & article voyage
	4777Z	Com. dét. art. horlogerie & bijout. (ms)
	4778A	Commerces de détail d'optique
Hygiène, santé	4773Z	Comm. dét. produits pharmaceutiques (ms)
	4774Z	Com. dét. art. médicaux & orthopéd. (ms)
	4775Z	Com. dét. parfumerie & prod beauté (ms)
Culture, loisirs	4761Z	Comm. dét. livres en magasin spécialisé
	4762Z	Comm. détail journaux & papeterie (ms)
	4763Z	Com. dét. enreg. musicaux & vidéo (ms)
	4764Z	Com. dét. articles de sport en mag. spé.
	4765Z	Com. dét. jeux & jouets en mag. spécial.
Commerce alimentaire spécialisé	4711A	Commerce de détail de produits surgelés
	4721Z	Com. détail fruit & légume en mag. spéc.
	4722Z	Com. dét. viande & prdt avec viande (ms)
	4723Z	Comm. détail poisson crustacé etc. (ms)
	4724Z	Comm. dét. pain pâtiss. & confiser. (ms)
	4725Z	Com. détail boisson en magasin spéciali.
	4726Z	Comm. dét. produit à base de tabac (ms)
	4729Z	Aut. com. détail alim. en mag. spéciali.
Autre produit non alimentaire	4730Z	Comm. détail carburant en mag. spéciali.
	4778B	Comm. détail de charbons & combustibles
	4778C	Autre commerce détail spécialisé divers
	4779Z	Comm. détail biens d'occasion en magasin
Commerce hors magasin	4781Z	Cd alimentaire sur éventaire & marché
	4782Z	Cd textiles habillt & chauss. s/marchés
	4789Z	Aut. com. dét. sur éventaies & marchés
	4791A	Vente à distance sur catalogue général
	4791B	Vente à distance sur catalogue spécialis
	4799A	Vente à domicile
	4799B	Vente par automate, aut. cd hors magasin
Grands magasins, magasins populaires	4711E	Magasins multi-commerces
	4719A	Grands magasins
Généraliste : petite surface et supérette	4711B	Commerce d'alimentation générale
	4711C	Supérettes
	4719B	Autres comm. détail en magasin non spéc.

Contact :
Michaël BOIS
02 99 01 85 01
m.bois@codespar.org

**Note téléchargeable
sur le site**
www.paysderennes.fr

CODESPAR

4 avenue Henri Fréville
CS 40716
35207 RENNES Cedex 2

Tél. 02 99 01 86 57
Fax 02 99 01 86 69